

Art. 5 : *Amendement de M. Gautier (sanctions disciplinaires pour inaptitude ou « incapacité » morale)* (p. 3851) : — du projet de loi relatif aux dépenses militaires du **MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER** pour 1955 et 1956 : *Missions et plans conçus pour les troupes des territoires d'outre-mer ; Effectifs et possibilités de transports aériens ; Africanisation des cadres, matériels et stocks de retour d'Indochine ; Besoins immobiliers, logements* [23 juillet 1955] (p. 4215 à 4218) ; Chap. 31-41 : *Encadrement* (p. 4218, 4219) ; Chap. 34-52 : *Service automobile* (p. 4222) ; *Amendement indicatif de M. Silvanore (pièces de rechange des matériels automobiles américains)* (p. 4223) ; de ce projet de loi en troisième lecture : *Les abattements visant l'encadrement* [5 août 1955] (p. 4673 à 4675) ; *Carburants* (p. 4674) ; Chap. 35-71 : *Dépenses de loyers* (p. 4675). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Edgar Faure) [6 octobre 1955] (*J.O.* du 7 octobre 1955, p. 9835).

BEAUMONT (M. Guérin de), *Député de la Manche (R. I.)*.

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954.

Ministre de la Justice

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 20 janvier 1955,

Ministre d'Etat

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [23 novembre 1953] (**F. n° 310**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 30 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'O.T.A.N. les dépendances du château de Versailles dénommées

« Petites écuries », **n° 3536**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi relative à la régularisation de la situation des fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères antérieure au décret du 19 septembre 1951, **n° 4139**. — Le 7 octobre 1954, un projet de loi modifiant l'article 65 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire, **n° 9312**. — Le 8 octobre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 8650) modifiant le taux de certaines amendes pénales, **n° 9328**. — Le 12 novembre 1954, un projet de loi modifiant l'article 312 du Code pénal, **n° 9452**. — Le 15 novembre 1954, un projet de loi modifiant l'article 430 du Code pénal, **n° 9461**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à sanctionner les dispositions relatives à la fabrication, à la réparation et au commerce des alambics, **n° 9527**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi sanctionnant les dispositions relatives aux conditions d'exercice de la profession de distillateur, **n° 9528**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons, **n° 9529**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à sanctionner les infractions à la législation relative à la publicité des apéritifs et spiritueux, **n° 9530**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à sanctionner les dispositions relatives à la limitation du degré alcoolique de certaines boissons, **n° 9532**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à fixer pour une période de trois années les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, **n° 9534**. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi complétant l'article 408 du Code pénal, **n° 9544**. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi complétant la loi sur la presse du 29 juillet 1881 par un article 39 *bis*, **n° 9547**. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi modifiant et complétant certains articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, **n° 9548**. — Le 11 décembre 1954, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 5194) portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du Code de la nationalité française, **n° 9705**. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi portant modification du régime de l'adoption et de la légitimation adoptive, **n° 9879**. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi modifiant les articles 75 et 80 du Code pénal, **n° 9885**.

Interventions :

Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur le traité de paix japonais, l'armée allemande* [30 août 1951] (p. 6663). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 novembre 1951] (p. 8321, 8322); Chap. 10-10 : *Amendement de M. Cot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel (Situation du petit personnel)* (p. 8326); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Proposition Churchill du 11 août 1950, plan Plevén d'octobre 1950, formation d'une communauté européenne, sécurité à l'égard de l'Allemagne, isolationnisme possible des U.S.A.)* [12 février 1952] (p. 612 et suiv.); *Son ordre du jour acceptant la création d'une armée intégrée et demandant une garantie anglo-américaine* [13 février 1952] (p. 694); *le retire* (p. 708); *Son ordre du jour approuvant l'intégration des forces françaises dans l'armée européenne, l'octroi à l'Allemagne d'un traitement non discriminatoire, demandant la garantie anglo-américaine, la création d'unités intégrées très petites et la subordination de l'armée européenne à un pouvoir supranational* [23 février 1952] (p. 708, 709); *Son ordre du jour approuvant l'intégration des forces françaises dans l'armée européenne, demandant qu'aucun recrutement en Allemagne n'ait lieu avant la ratification par tous les Parlements, acceptant qu'un traitement non discriminatoire soit accordé à l'Allemagne, demandant que les charges financières soient réparties équitablement, la garantie anglo-américaine, la subordination de l'armée européenne à un pouvoir supranational contrôlé par le Gouvernement français* [16 février 1952] (p. 726); — du projet de loi portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides; Art. 4 bis : *Amendement de M. Daniel Mayer relatif aux requêtes adressées par les réfugiés menacés d'expulsion* [4 juillet 1952] (p. 3533); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3534); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Dis-

ussion générale (Ses observations sur l'inexactitude du rapport du général Corniglion-Molinier) [28 octobre 1952] (p. 4520, 4521); Etat A, Chap. 34-11 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services à l'étranger, présentée par le Gouvernement (Frais de voyages)* (p. 4523); Chap. 42-22 : *Demande de rétablissement des crédits pour les relations culturelles (Diffusion de films d'actualité)* (p. 4540); Chap. 42-35 : *Entretien des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot (Siège du N. A. T. O.)* (p. 4541); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 31-01 : *Services centraux (Sa réponse à M. Corniglion-Molinier)* [13 novembre 1952] (p. 5078); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Constructions de Saint-Ouen sur les plans de M. Lafarge)* [15 novembre 1952] (p. 5191); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Politique nécessaire d'expansion économique et de soutien des prix agricoles* [22 octobre 1953] (p. 4457); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 novembre 1953] (p. 4812); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 décembre 1953] (p. 5886); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'éclatement de l'unité de l'armée française dans la C. E. D., le rôle actif de sécurité collective rempli par la C. E. D., le danger du réarmement de l'Allemagne au sein du N. A. T. O., la nécessité d'un accord avec l'Allemagne pour la paix européenne)* [19 novembre 1953] (p. 5270 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 57-80 : *Son amendement (Cité administrative de Saint-Lô)* [1^{er} avril 1954] (p. 1601, 1697); *le retire* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954) (p. 5843). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUS-

TICE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-12: *Amendement indicatif de M. Grimaud (Cas des résistants encore emprisonnés)* [10 novembre 1954] (p. 4920, 4921); Chap. 31-21: *Demande de disjonction de ce chapitre, présentée par M. Flandin (Suppression de postes motivée par la fermeture de la maison centrale de Riom)* (p. 4921); Chap. 34-92: *Achat et entretien de matériel automobile* (p. 4924); Chap. 37-11: *Exécution des jugements d'expulsion* (p. 4925); *Réforme de l'organisation judiciaire, mesures concernant la suppression de tribunaux, liberté individuelle et régime de la détention préventive, création d'un comité consultatif, reconstruction des palais de justice, réformes et évolution de l'administration pénitentiaire, développement de l'éducation surveillée* [15 novembre 1954] (p. 4986 à 4991); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Indemnité forfaitaire des magistrats* [30 décembre 1954] (p. 6965 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du service juridique et technique de la presse pour 1955; AGENCE FRANCE-PRESSE: *Son projet de statut, construction de son immeuble, participation de l'Etat aux frais de transport des journaux et périodiques* [24 novembre 1954] (p. 5372 et suiv.); Etat A: *Sa demande de rétablissement des crédits destinés aux chapitres 31-01, 31-02, 34-01: Personnel* (p. 5375); *Demande de disjonction de M. Lecanuet (Fonctionnement de l'agence France-Presse)* (p. 5377); Chap. 41-01: *Demande de disjonction de M. Lecanuet (Diffusion de journaux par l'agence France-Presse à Dakar et Konakry)* (p. 5379); *Sa demande de rétablissement du crédit destiné au chapitre 41-03 (Convention entre l'Etat et la S.N.C.F. pour les transports de presse)* (p. 5379); *Explications de vote (Changement de direction de l'agence France-Presse, tarifs de cette agence)* (p. 5381); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 41-01: *Réforme du statut de l'agence France-Presse* [30 décembre 1954] (p. 6993); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, Art. 5: *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à préserver les prérogatives du Conseil économique et de l'Assemblée de l'Union française* [30 novembre 1954] (p. 5605); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi

relative à la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires [1^{er} décembre 1954] (p. 5637, 5638); — du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la Médaille militaire [30 décembre 1954] (p. 6964). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J.O.* du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785); — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072). = S'excuse de son absence [18 février 1955] (p. 802). = Obtient un congé [18 février 1955] (p. 802).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [18 octobre 1955] (p. 5128).

BÉCHARD (M. Paul), Député du Gard (S.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). = Est nommé membre: de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné: par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263); par la Commission de la défense nationale, comme membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts:

Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 4367) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil réservé au Ministère de la France d'outre-mer, n° 5144. — Le 16 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du Gard, victimes des inondations du 15 octobre 1953, n° 6887.